Un lanceur d'alerte du Pentagone demande l'immunité présidentielle pour "dire toute la vérité" sur les UAP

Matthew Brown, l'homme derrière le dossier "Immaculate Constellation", affirme détenir encore des informations qu'il ne peut légalement divulguer — et s'en remet publiquement à Donald Trump pour le libérer de son serment de silence.

C'est un geste rare dans l'histoire déjà foisonnante des révélations sur les phénomènes anomaux non identifiés (UAP) : un ancien analyste de la sécurité nationale et de la politique étrangère américaine, Matthew Brown, s'est adressé directement au président des États-Unis sur les réseaux sociaux pour lui demander une faveur d'une gravité inhabituelle — le relever de ses obligations de confidentialité et de non-divulgation, et protéger sa famille de représailles qu'il dit redouter. Sa requête, publiée à la mi-août 2026, a immédiatement enflammé la communauté ufologique et relancé, une fois de plus, le débat sur ce que le gouvernement américain sait réellement — et cache — au sujet des objets volants non identifiés.

Qui est Matthew Brown ?

Brown s'est présenté publiquement pour la première fois en mai 2025, lors d'une série d'entretiens fleuve avec le réalisateur et enquêteur Jeremy Corbell et le journaliste d'investigation George Knapp, dans le cadre de leur podcast *Weaponized* . Selon son propre récit, Brown travaillait comme analyste au sein de l'appareil de sécurité nationale américain — une fonction qui lui donnait accès à des réseaux classifiés tels que le JWICS (Joint Worldwide Intelligence Communications System), utilisé par la communauté du renseignement pour la circulation d'informations sensibles.

C'est en effectuant, selon ses dires, un travail de routine sur un serveur partagé du Bureau du secrétaire adjoint à la Défense pour le renseignement et la sécurité que Brown affirme être tombé, presque par accident, sur un document mal classé, dissimulé dans un dossier intitulé « 2018 Schriever Wargames » — un intitulé jugé suffisamment anodin pour ne pas attirer l'attention. Ce document de onze à quinze pages, selon les versions, décrivait un programme d'accès spécial (Special Access Program, SAP) non reconnu, baptisé**Immaculate Constellation**.

Le dossier "Immaculate Constellation"

 © Activité-Paranormale 2009-2026

Le nom du programme a été rendu public pour la première fois en octobre 2024 par le journaliste indépendant Michael Shellenberger, sur la base des informations transmises par un lanceur d'alerte alors anonyme — que l'on sait aujourd'hui être Matthew Brown. Selon ce récit, le programme aurait été créé en 2017, dans la foulée des révélations du *New York Times* sur l'existence de l'AATIP (Advanced Aerospace Threat Identification Program), un précédent programme du Pentagone chargé d'étudier les rencontres avec des UAP.

Le document décrirait, entre autres, des images et vidéos de haute qualité capturées par des plateformes américaines de renseignement, classées et mises en quarantaine loin du regard du Congrès. Parmi les épisodes évoqués figurent une formation de douze orbes métalliques volant en formation cuboïde au-dessus de l'océan, de vastes objets triangulaires survolant des bâtiments de la marine, des engins en forme de soucoupe utilisant la couverture nuageuse pour se dissimuler, ainsi qu'une vidéo haute définition de treize minutes montrant un orbe blanc émergeant de la mer près du Koweït, filmée depuis un hélicoptère et prétendument stockée sur le réseau SIPRNet.

Le 13 novembre 2024, la représentante républicaine de Caroline du Sud Nancy Mace a brandi ce document de douze pages en pleine audition de la Chambre des représentants, l'intitulant « ce programme d'accès spécial non reconnu que votre gouvernement affirme ne pas exister », avant de le verser au registre officiel du Congrès (Congressional Record), lors d'une session consacrée aux UAP.

Un mur de démentis officiels

Le Pentagone n'a jamais varié dans sa réponse. Dès les premières révélations, la porte-parole du département de la Défense, Sue Gough, a déclaré : « Le département de la Défense n'a aucune trace, présente ou historique, d'un quelconque programme d'accès spécial nommé "Immaculate Constellation" ». L'ancien directeur de l'AARO (All-domain Anomaly Resolution Office, le bureau du Pentagone chargé publiquement d'enquêter sur les UAP), Sean Kirkpatrick, a lui aussi démenti son existence.

L'AARO, de son côté, a publié un rapport concluant à l'absence de toute preuve que les UAP seraient d'origine extraterrestre, tout en reconnaissant l'existence d'un programme distinct, nommé Kona Blue, destiné théoriquement à étudier la rétro-ingénierie d'éventuelles technologies récupérées — sans toutefois confirmer qu'une telle récupération ait eu lieu.

Près de deux ans après la première fuite, ni la Maison-Blanche ni le Pentagone n'ont formellement confirmé ou infirmé au-delà de cette déclaration initiale l'existence du programme sous ce nom précis — une zone grise que les partisans de la thèse du secret d'État jugent révélatrice, et que les sceptiques attribuent simplement à l'absence de fondement des allégations.

> « Rien dans ces vidéos ne prouve nécessairement qu'il s'agit de quelque chose d'extraterrestre ou non humain. Mais c'est assurément anomal, exotique et inexplicable. »
>
> — Matthew Brown, entretien avec Jeremy Corbell et George Knapp, *Weaponized*, mai 2025

La demande d'immunité à Donald Trump

C'est dans ce contexte de statu quo prolongé que Brown a choisi, à la mi-août 2026, de s'adresser publiquement au président Trump. Dans un message diffusé sur les réseaux sociaux, il écrit : « Monsieur le Président, je vous demande respectueusement de me libérer de toutes mes obligations de secret et de non-divulgation pertinentes, et de protéger ma famille de ceux qui souhaitent me faire du mal pour avoir dit au peuple américain la vérité. »

Brown y affirme avoir transmis, dès 2023, des informations sensibles à des membres du Sénat et de la Chambre des représentants concernant des « phénomènes anomaux non identifiés, des technologies d'origine inconnue et une intelligence non humaine ». Il évoque également des « accords de confidentialité et des menaces actives », laissant

 © Activité-Paranormale 2009-2026

entendre qu'une crainte réelle pour sa sécurité personnelle continue de le retenir de tout dévoiler.

Ce que la communauté ufologique en pense

La publication de cette requête a immédiatement suscité un débat intense sur les forums spécialisés, notamment sur le subreddit r/UFOs. Certains commentateurs se sont interrogés : que pourrait-il bien rester à dire que Brown n'ait déjà révélé ? D'autres ont comparé sa retenue prudente à l'attitude plus frontale d'un autre lanceur d'alerte, Luis Elizondo, ancien responsable du programme AATIP, qui a par le passé évoqué publiquement la crainte d'être « éliminé » pour ses révélations.

D'autres utilisateurs ont avancé l'hypothèse que le dossier Immaculate Constellation contiendrait des éléments distincts, classifiés à un niveau supérieur et actuellement hors de portée légale de Brown — une clause de confidentialité qui expirerait à une date encore inconnue. Une partie de la discussion en ligne a également relié la démarche de Brown à des théories plus spéculatives évoquées lors de ses précédentes apparitions chez Corbell et Knapp, où il aurait abordé, en creux, des sujets liés à la théorie de la simulation et à la nature de la conscience — des thèmes que ses accords de non-divulgation l'empêcheraient, selon certains, d'approfondir publiquement.

Le journaliste et documentariste Jeremy Corbell a pour sa part défendu la démarche de Brown, estimant que celui-ci avait « fait tout ce qu'il fallait dans les règles » avant de se résoudre à s'exprimer publiquement : « Le Congrès a fait grand cas de vouloir que les lanceurs d'alerte se manifestent. Eh bien, le voici. Matthew Brown a une connaissance interne de la tromperie de notre gouvernement par des éléments de la communauté du renseignement. »

O.V.N.I. - 25 août 2026 - Wakonda - CC BY 2.5